

SEANCE du 25 novembre 2025

N° 2025_11_05

**Objet : Remise partielle de pénalités – Marché public de fourniture de repas en liaison froide –
Résidence autonomie Georges Brassens – Société ELIOR RESTAURATION FRANCE**

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles ;

VU le Code de la commande publique ;

VU le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatifs au marché public de fourniture de repas en liaison froide de la résidence autonomie Georges Brassens ;

VU le courrier de pénalités adressé à la société ELIOR RESTAURATION FRANCE en mai 2025, notifiant les manquements constatés et les pénalités correspondantes ;

CONSIDERANT le rejet, par la Trésorerie, du titre exécutoire n°67 en date du 4 juin 2025, pour absence de titrage des pénalités liées aux manques de produits ;

CONSIDERANT le rapport présenté par Madame la Vice-présidente du CCAS exposant les motifs de la remise partielle des pénalités ;

CONSIDERANT que des retards de livraison, des modifications de menus et des manques ponctuels de produits ont été constatés depuis janvier 2025 dans l'exécution du marché ;

CONSIDERANT que les produits manquants ont été re-livrés avant le service des repas et que la prestation finale a été exécutée sans préjudice pour les résidents ;

CONSIDERANT que les heures exactes de livraison et de re-livraison n'ont pas été consignées, rendant incertain le fondement d'éventuelles pénalités pour retard sur ces points ;

CONSIDERANT que, conformément aux observations du comptable public, la remise partielle de pénalités doit être formalisée par délibération du Conseil d'administration ;

Le Conseil d'administration,
après avoir délibéré à l'UNANIMITÉ,

- **CONFIRME** le montant des pénalités appliquées à hauteur de 2 200 € HT, correspondant à 1 750 € HT pour sept infractions de non-conformité des menus validés par le CCAS et à 450 € HT pour le retard de livraison du 21 mars 2025 ;
- **ACCORDE** une remise partielle pour les pénalités relatives aux manques ponctuels de produits, considérant que les produits concernés ont été re-livrés avant le service du repas, que le service n'a pas été altéré et que ces faits ont été consignés à titre de suivi contractuel uniquement ;
- **VALIDE** le mandat de la remise partielle correspondante au compte 6578 – Autres charges exceptionnelles ;
- **AUTORISE** Monsieur le président du CCAS à signer tous les documents afférents à la présente délibération et à procéder à la régularisation comptable correspondante.

Acte rendu exécutoire

Après envoi en Préfecture
Le : 26 novembre 2025

Et publication ou notification
Du : 26 novembre 2025

**Pour extrait certifié conforme
Fait à Pontault-Combault, 25 novembre 2025**

Par délégation du Président
Vice-présidente du CCAS



Sophie Piot



Extrait du registre des délibérations
du Conseil d'administration du CCAS de Pontault-Combault

Séance du 25 novembre 2025

Arrondissement de Torcy

Canton de Pontault-Combault

Nombre de membres

En exercice : 17

Présents : 14

Excusés : 2

Non excusé : 1

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq novembre à dix-huit heures trente, le Conseil d'Administration du CCAS de Pontault-Combault, dûment convoqué le dix-neuf novembre deux mille vingt-cinq, s'est réuni, à la direction des solidarités, sis 79 avenue de la République, sous la présidence de Madame Sophie Piot, Vice-présidente du CCAS.

PRÉSENTS :

M. Bord, Mme Piot, Mme Venturini, Mme De Almeida Lacerda, Mme Dany, Mme Chauliaguet, Mme Heuclin et Mme La Spina - membres élus

Mme David, Mme Bodeau, Mme Pattier, Mme Loyer, M. Rodrigues et M. Chapellet - membres nommés

EXCUSE(S) :

Mme Canitrot et M. Becquart

**ABSENT(S) NON
EXCUSE(S) :**

Mme Rivoire

PROCURATIONS :

Mme Canitrot
M. Becquart

A Mme Piot
A Mme La Spina

**SECRÉTAIRE DE
SÉANCE :**

M. Nicolas Loquet en collaboration de Mme Ageorges Christelle

Délai et voie de recours : en application de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Président de Pontault-Combault dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou notification à l'adresse suivante : 30 avenue des Marguerites 77340 PONTAULT-COMBAULT. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (art L.411-7 CRPA).

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente délibération pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - par courrier ou sur le site télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou affichage ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.